

Réunion des 14 et 15 octobre

Lecture d'une déclaration de la CFE CGC concernant le DGI non clôturé en BFC

01 Suite à cette déclaration et celle en renfort de la CFDT, les élus du CSEC ont souhaité voté une résolution demandant à la direction de faire en sorte que la sécurité des plaignants soit assurée

02 Information sur la mise en place de l'entretien de parcours professionnel

Mise en œuvre de la loi d'octobre 25 et ce à compter du 19 octobre

Les nouveautés:

Rythme : Tous les 4 ans et les bilans tous les 8 ans

Nouveaux embauchés : un EEP à conduire au cours de la 1^{ère} année

EPP de mi carrière : après la VM de mi carrière

EPP dernière partie de carrière

EPP de reprise : proposition systématique lors de la réintégration quelle que soit la date du dernier EPP

Le temps de préparation est prévu à 2h

Les entretiens à mener avant fin d'année: 409 nouveaux embauchés, 3489 dernière partie de carrière, mi carrière: 628

C'est le hiérarchique qui mène l'entretien avec possibilité de délégation à un manager fonctionnel

03 Information sur la mise à jour de la charte éthique IA à France Travail

La charte a été validée par le conseil d'administration le 23 juillet. Sa publication sur le site Francetravail.org est prévue pour la mi-octobre.

Les élus expriment des réserves importantes, pointant un manque d'ambition et de vision stratégique:

Impact sur les métiers et les agents : Inquiétudes majeures sur l'appauvrissement des compétences, la perte d'autonomie décisionnelle et les risques de dépendance cognitive.

Santé et conditions de travail : Absence de garanties suffisantes concernant la QVCT (Qualité de Vie et des Conditions de Travail) et la prévention des RPS (Risques Psychosociaux).

Garanties sociales : Demande de protection contre le remplacement de l'humain par la machine et souhait de voir cette charte évoluer vers un véritable accord.

Responsabilité : Questions soulevées sur l'impact environnemental (RSE) et le manque de consultation des salariés et usagers.

Face à ces critiques, les représentants de l'institution apportent les précisions suivantes :

RÉUNION DES 14 et 15 octobre 2026

03 Information sur la mise à jour de la charte éthique IA à France Travail

La Direction rappelle que la charte définit un cadre éthique et qu'il n'existe pas d'obligation légale de présenter une telle charte. Elle souligne que les négociations sur la gouvernance de l'IA sont actuellement en cours.

Le Métier précise que la charte ne peut être exhaustive, mais s'engage sur plusieurs points :

Une mise à jour annuelle de la charte.

Un travail conjoint avec la DGA Tech pour encadrer l'IA agentique (notamment sur les sujets de perte cognitive et de RPS).

La prise en compte de l'impact environnemental, contrairement à d'autres administrations.

04 Information et consultation sur le Centre de Services Partagés « Recouvrement des TP Fraudes » à France Travail services

Ce sujet n'a pas été étudié pendant l'instance; les élus ont demandé à l'unanimité une expertise sur ce sujet

05 Information sur la mise en place d'un serveur vocal interactif du 3949 par un SVI en langage naturel.

L'enjeu de ce serveur est d'orienter plus rapidement les usagers vers le bon interlocuteur, limiter les temps d'errance et les transferts.

Testé en Bretagne avec résultats positifs

Ce n'est pas un nouveau 3949; il s'agit juste d'intégrer le langage naturel au 3949 en lieu et place du serveur vocal interactif.

A l'inquiétude de l'utilisation de l'IA et du risque de réduction de postes en particulier sur les plateformes, la direction réaffirme la volonté d'améliorer le service.

06 Information sur le projet Accueil en Agence (AENA)

L'ambition c'est de modifier l'accueil et faire en sorte que les DE s'emparent de ce qui est affiché, ou présent dans l'agence

Les QR code seront affichés sur un totem : pas obligation de les changer

L'outil va permettre d'améliorer le pilotage des flux ; peut-être une possibilité de mettre en avant les agences ayant un fort flux pour mettre les moyens si nécessaire

L'idée c'est de fluidifier les flux et sécuriser les personnes quant à la prise en charge de leur présence et ainsi se concentrer sur les éléments affichés dans les agences

Outil interne ; pas de coût de maintenance par rapport à GOA

L'outil ne permet pas d'identifier le motif de la venue (seulement si la personne a un rdv ou non) c'est au conseiller qui reçoit de qualifier le motif de la visite

Retours positifs de l'agence d'Auxerre qui teste en BFC

06 Point d'étape sur la cyberattaque AKAO

Point de situation sur le traitement de l'attaque Akao et de la récente intrusion dans l'annuaire interne de l'établissement.

SITUATION DE LA CYBERATTAQUE AKAO

Complexité de l'identification : L'attaque a ciblé l'outil **Fil direct**, principalement utilisé par la région Île-de-France et le Siège. La vétusté de l'outil complique le traçage des données, car les fichiers contiennent un mélange d'utilisateurs actifs, d'anciens agents et de documents disparates.

Analyse des données : Sur un fichier initial de **300 000 lignes**, la DGATECH a isolé environ **35 000 personnes potentiellement concernées**. Un travail minutieux est en cours pour éliminer les doublons et les erreurs d'attribution de documents avant toute communication.

Communication aux agents : L'envoi d'un **courrier individuel par messagerie professionnelle** est envisagé pour la fin de la semaine prochaine. La direction refuse de communiquer massivement sans une certitude suffisante sur les pièces rattachées à chaque salarié afin d'éviter des erreurs de sécurisation.

Impact constaté : À ce jour, aucune répercussion concrète n'a été remontée par les équipes de sécurité ou par les agents eux-mêmes.

Concernant l'attaque sur l'annuaire, la direction reviendra vers nous pour un point global sur les cyberattaques